Quarante-et-unième Année — N° 67 UN NUMÉRO : 15 CENTIMES SAMEDI 7 MARS 1896

JOURNAL DE ROUBAIX

TARIF D'ABONNEMENT :

ROUBAIX-TOURCOING. . . TROIS MOIS. . . 13 fr. 50. . . SIX MOIS . . 26 fr. . UN AN. . . 50 fr.
NORD — PAS-DE-CALAIS — SOMME — AISNE . . . . TROIS MOIS. . . 15 fr.
Les autres Départements et l'Etranger, les frais de poste en sus.
prix des Abonnements est payable d'avance. Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX & RÉDACTION
Roubaix, rue Neuve, 17. - Tourcoing, rue des Poutrains, 42
Directeur-Propriétaire : ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS & ANNONCES :
Les Abonnements et Annonces sont reçus : à ROUBAIX, rue Neuve, 17. — A LILLE, rue du Curé-Saint-Etienne, 9 bis. à PARIS chez MM. HAVAS, LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires, 28, — à BRUXELLES, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 6 MARS 1896

LA DÉMISSION DE M. CRISPI

Les nouvelles qui nous arrivent d'Italie témoignent de la douleur patriotique profonde qu'y a causée, et à bon droit, l'annonce de la désastreuse défaite d'Adoua.

Le sentiment populaire, qui d'abord s'est manifesté par la consternation et la stupeur, éclate maintenant en démonstrations violentes qui menacent l'ordre public. Les partis révolutionnaires trouvent, naturellement, dans cette émotion universelle, une occasion propice et l'on ne doit pas s'étonner qu'ils songent à en profiter.

En face de ce soulèvement, M. Crispi et tous les ministres italiens ont donné leur démission.

La démission était inévitable, mais la donner avant la réunion des Chambres est une mesure habile : premièrement elle détend les colères, elle épargne à M. Crispi la chute solennelle, brusque et violente; secondement, en rendant nécessaire une prorogation nouvelle du Parlement, fût-ce d'une huitaine de jours seulement, elle donne au gouvernement italien le temps de se reconnaitre, de prendre avec plus de maturité et de réflexion les résolutions nécessaires.

D'après certaines dépêches les manifestations qui ont eu lieu en plusieurs villes ont eu un caractère antidynastique. Cela s'explique, comme nous le disons plus haut, par l'intervention des partis révolutionnaires.

Mais il faut bien avouer que ce n'est pas sans raisons que ces démonstrations visent aussi le roi Humbert. Il est effectivement de notoriété publique que le roi était grand partisan de la conquête effective de l'Abyssinie.

Et d'ailleurs, à défaut d'informations précises, le fait ne serait pas moins certain : le simple bon sens indique que si le roi Humbert avait su prévoir les graves périls auxquels cette politique insensée exposait l'Italie, il n'aurait pas manqué d'y mettre bon ordre.

Sans la complicité de la couronne, la mégalomanie de M. Crispi n'aurait jamais pu se donner carrière.

LE VOYAGE PRÉSIDENTIEL

A MENTON

Menton, 5 mars. — Ce matin, à huit heures, le président de la République, après avoir remis, sur le quai de la gare de Nice, des médailles d'honneur à une douzaine de vieux employés de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée monte dans son train spécial, avec le président du conseil, le ministre de la marine, les généraux Zurlinden et Gebhart, les amiraux Brown de Colstoun et Gervais, MM. Chiris et Borriglione, sénateurs, Rouvier, Bischoffsheim, Malausséna, députés, Crozier, directeur du protocole, Le Gall et la maison militaire. En une demi-heure, on arrive à Menton.

L'inauguration du monument

On sait que le Président de la République doit inaugurer, place St-Roch, le monument élevé en mémoire de la Réunion de Menton à la France.

Ce monument, qui est une œuvre d'art, comme conception et exécution, représente une femme, une mère, la France, recevant dans les bras et serrant sur son cœur une jeune fille ; au dessous du groupe, un enfant, Menton. Le socle porte les dates de la réunion à la France, 1793-1861.

Le monument inauguré hier à Nice, a été élevé avec les subsides municipaux; le monument de Menton a été élevé par souscription publique.

La municipalité de Menton a merveilleusement organisé cette fête.

Parmi les fonctionnaires et les citoyens mentonnais qui ont organisé la souscription et qui se sont consacrés avec autant de zèle que d'intelligence et de goût aux préparatifs de la journée, nous citerons le sympathique M. Louis Forani, receveur municipal, et M. Tonin Amarante, directeur de l'*Avenir de Menton*.

Sur le quai de la gare, le maire de Menton, M. Laurenti, remercie le président d'être venu assister à la fête patriotique qui sera célébrée aujourd'hui, et, directement, le cortège, toujours constitué de la même façon, se rend sur la place St-Roch, où s'élève le monument commémoratif de la réunion de Menton à la France.

L'avenue de la Gare et le boulevard Victor-Emmanuel, qui conduisent à la place Saint-Roch, sont gaiement pavoisés. Deux arcs de triomphe s'élèvent aux extrémités du pont, qui traversent le Carei, ce ruisseau dont le lit caillouteux est si sec qu'on pourrait croire qu'il n'y a plus coulé le plus mince filet d'eau depuis l'évènement qu'on célèbre aujourd'hui. La foule, maintenue comme à Nice derrière des cordes, fait bon accueil au président qui, entre une double haie de chasseurs alpins du 27e bataillon, prend place sur une tribune élevée à côté du monument.

Le voile qui couvre le monument, œuvre de Puech et Vaudremer, tombe, et les curieux, pittoresquement juchés sur les toits des petites maisons qui font face à la tribune, applaudissent à l'apparition du groupe symbolique.

Les discours

Deux discours sont prononcés. Dans le premier, le maire rappel le traité de 1861 entre la France et le souverain de Monaco, qui déclara irrévocablement français le sol des villes libres de Menton et de Roquebrune.

« Je vous remercie, dit-il au président, d'être venu, entouré des membres du gouvernement de la République, affirmer dans cette ville frontière, votre entière confiance en la fermeté de notre attachement à la France. Les Mentonnais sont fiers de l'honneur que vous leur avez fait. Mais je puis dire aussi qu'ils en sont dignes, par leur inaltérable dévouement à la République, parce que confondus dans les rangs de leurs frères aînés, leur patriotisme n'a jamais faibli, et que leur sang a coulé abondamment pour la défense du drapeau et du sol de la patrie.

» Je ne saurais citer, sans risquer d'en oublier parmi les plus hauts ou parmi les plus modestes, tous ceux dont la ville de Menton s'honore qui depuis, comme avant notre réunion à la France, se sont distingués par leur dévouement, ou sont tombés pour elle au champ d'honneur.

Le maire, après avoir terminé son discours, présente au chef de l'Etat un Mentonnais, très probablement le doyen des officiers français, le capitaine d'infanterie Donat, âgé de 97 ans, qui assiste à la cérémonie avec autant de joie patriotique qu'il en ressentit lorsque, sous-officier, il pénétra dans Alger avec l'armée française victorieuse.

M. Malausséna, député, a pris ensuite la parole et rendu, lui aussi, hommage au patriotisme des Mentonnais qui se sont donnés librement à la France.

« Il a rappelé, le souvenir des généraux de Bréa et Partouneau, volontairement entrés au service de la France, et du lieutenant Borano, mort récemment aux colonies et dont Menton a revendiqué pieusement les cendres.

« En présence de tels souvenirs le monument qui s'élève devant vous n'est plus un fragile symbole, c'est l'expression de l'idée d'un peuple qui, confondant dans un même sentiment d'amour la France et la République, vous dit, placé à l'extrême frontière, à l'avant-garde de la nation. « Nul ne nous surpasse en dévouement, notre passé repond de l'avenir. »

La cérémonie d'inauguration se termine par le défilé des sociétés diverses groupées autour du monument, qui passent devant la tribune présidentielle bannières en tête en criant : « Vive la France ! »

Des jeunes filles, vêtues de blanc, avec des ceintures tricolores et parmi lesquelles se trouvent Mlles Félicie Palmaro, Pauline Chiais, Thérèse Jelis, et Jane Fornari, viennent remettre de magnifiques couronnes de fleurs pour « Mme la Présidente », de charmants compliments sont prononcés par elles.

M. Félix Faure remet les palmes d'officiers d'académie à MM. Bonfante, maire de Sospel, Fornari, receveur municipal à Menton; Palmaro, adjoint au maire de Menton; Rugias, secrétaire de la mairie; Amarante, directeur de l'*Avenir* de Menton.

Le temps est superbe et le soleil éclatant.

Pendant le défilé, éclatent les cris enthousiastes et unanimes de : Vive la France! Les cris de : Vive la République! sont moins fréquents. Il y a quelques rares cris de : Vive Bourgeois!

Les réceptions à l'Hôtel-de-Ville

Le président remonte dans son landau et se rend à l'hôtel de ville. On crie chaleureusement : Vive la France! vive la République ! vive Faure ; On entend, de temps à autre, le cri isolé de : Vive Bourgeois, contre lequel protestent ça et là d'autres citoyens.

A la Mairie, il est procédé à une rapide présentation des autorités locales qui défilent silencieusement pour la plupart.

Quand le doyen de la principale paroisse de Menton arrive devant M. Félix Faure, le Président lui serre la main.

Le digne ecclésiastique déclare que les Mentonnais sont religieux, mais avant tout patriotes. « C'est là, dit-il, la cause de l'accueil chaleureux fait au chef de l'Etat.»

Le général Gebhardt, gouverneur de Nice, présente les officiers du 27e chasseurs alpins.

« Ils sont, dit-il, placés à deux kilomètres de la frontière et ils sauraient, s'il le fallait, en défendre l'entrée ».

Le président répond qu'il connait le dévouement constant des troupes alpines :

« Je ne puis que vous répéter ce que j'ai dit hier à vos camarades, vous êtes une troupe d'avant-garde et la France peut compter sur vous. »

Voici les délégués du groupe départemental fédératif des sociétés de crédit populaire des Alpes-Maritimes, qui compte déjà 2 banques populaires et 16 caisses agricoles.

« *Les paroles que vous avez prononcées à Lyon*, dit le chef de la délégation, sont une nouvelle preuve de votre sollicitude pour la coopération, qui est, à nos yeux, le meilleur instrument de progrès populaire pratique et de concorde sociale. Aussi sommes-nous heureux de pouvoir vous offrir nos plus humbles hommages, avec l'expression respectueuse de notre reconnaissance pour le concours et pour les encouragements qui nous viennent du gouvernement de la République. »

A l'hôpital

Le président se rend à dix heures et demie à l'hôpital. La voiture monte au pas le chemin de Sainte-Anne. Les rampes des hôtels sont garnies d'Anglais et d'Anglaises qui poussent des hourras en l'honneur du président.

Le conseil d'administration, le docteur Farina, le doyen des médecins, la supérieure, mère Séraphine, reçoivent le président à l'entrée. Le maire les présente.

Dans les salles, pas de malades. Parmi les convalescents, M. Roux, officier au 62e de ligne, et deux soldats du 200e de marche, tous rapatriés de Madagascar. Le président s'entretient un moment avec eux de la campagne et leur accorde un long congé de convalescence.

L'hôpital de Menton est situé à un kilomètre de la frontière. On voit au delà du pont Saint-Louis, qui marque la limite des deux pays, un groupe de douaniers italiens suivant avec une longue-vue le cortège présidentiel.

Le banquet

A onze heures, le chef de l'Etat quitte l'hôpital et se rend au *Grand Hôtel* pour assister au banquet.

Sur la promenade du Midi, un citoyen, qui a opposé un cri de : A bas Bourgeois ! à un cri de : Vive Bourgeois ! est appréhendé par un commissaire spécial, venu de Paris, qui veut le conduire au poste. Mais, après quelques pas, le commissaire reçoit l'ordre supérieur de relâcher le contre-manifestant.

Au banquet de la mairie, le maire de Menton a porté un toast au président de la République. Celui-ci a répondu en remerciant de l'accueil que lui avait fait la population mentonnaise dont il connaissait les sentiments patriotiques et en buvant à la ville de Menton.

Le banquet a pris fin à une heure. M. Félix Faure et les deux ministres rentrent ensuite à l'hôtel de ville. Tous trois abandonnent l'habit et revêtent la redingote.

La municipalité de Menton vient de débaptiser la principale avenue de la ville, qui s'appelait avenue Victor-Emmanuel. On lui donne le nom d'avenue Félix-Faure.

LA VISITE DE L'EMPEREUR D'AUTRICHE

La visite de l'Empereur d'Autriche au président de la République a eu lieu à une heure, à la mairie de Menton.

Sur la place de l'Hôtel de Ville, le 27e bataillon de chasseurs alpins se masse pour rendre les honneurs à l'empereur d'Autriche. Un détachement de pompiers est au centre, et, au fond, un escadron du 10e cuirassiers.

Les sénateurs et députés présents à Menton se placent du côté gauche de la porte principale pour saluer François-Joseph à son passage.

A 1 h. 20, l'empereur arrive à la hauteur de la mairie. Les clairons et les tambours sonnent et battent aux champs. La musique du 27e chasseurs joue l'hyme autrichien. Le public, se découvre et, maintenu par la haie de soldats crie : Vive l'empereur ! Vive l'empereur, et même : Vive l'Autriche!

François-Joseph est en redingote, la rosette de la Légion d'honneur à la boutonnière, il est avec le comte Paar dans une élégante victoria attelée de deux chevaux Le comte de Wolkenstein, maréchal de la cour, a pris place dans une seconde voiture. Un détachement de gendarmes à cheval, commandé par un lieutenant, forme l'escorte.

François-Joseph, qui porte merveilleusement ses 68 ans, est radieux.

L'empereur saute avec légèreté de sa voiture. M. Crozier, directeur du protocole, en grand uniforme, s'avance et lui présente le général Tournier, le commandant Moreau et le général Gebhart, gouverneur de Nice. Ce dernier lui adressant quelques paroles de bienvenue, l'empereur lui répond : « Je suis charmé par l'aspect de vos troupe. Vos bataillons de chasseurs sont réellement superbes. »

Précédé du directeur du Protocole suivi par le général Tournier et le commandant Moreau, l'empereur gravit les deux étages de la mairie.

Le président de la République présente à l'empereur, dans le cabinet du maire, le président du conseil et le ministre de la marine. La présentation faite, les deux ministres se retirent, et une conversation, à laquelle personne par conséquent n'assiste, s'engage entre le président de la République et François-Joseph.

L'entretien dure vingt minutes. L'empereur présente ensuite à M. Félix Faure le comte Paar et le comte de Wolkenstein, puis il est conduit jusqu'à l'escalier par le président de la République, et jusqu'au perron avec le cérémonial observé à l'arrivée.

Au moment où la voiture impériale s'ébranle, la foule pousse des cris beaucoup plus nourris qu'à l'arrivée de : « Vive la paix! » auxquels se joignent ceux de : « Vive l'empereur! »

Cette visite de l'Empereur au Président de la République a une sérieuse importance.

C'est plus qu'un acte de pure courtoisie. Le souverain aurait pu retarder sa venue au cap Martin ; il a montré, au contraire, qu'il tenait à se rencontrer ici avec le chef d'Etat français.

Cette démonstration est significative dans les circonstances présentes.

Cette impression est unanime dans l'entourage politique et militaire du président.

LE PRÉSIDENT CHEZ L'EMPEREUR

Nice, 5 mars. — L'empereur d'Autriche a regagné le cap Martin avec l'escorte qui l'avait amené. Le président de la République a quitté Menton à 1 heure 45, pour aller rendre visite à l'empereur et saluer l'impératrice Elisabeth.

Le landau présidentiel s'est séparé du reste du cortège, *à l'intersection de la route de Menton, et il s'est dirigé* vers le Grand-Hôtel du cap Martin. Le comte de Paar a reçu le président de la République au bas du perron.

Lorsque M. Félix Faure a traversé le hall, l'élégante colonie qui peuple l'hôtel, lui a offert une corbeille de fleurs. Le comte de Wolkenstein se tenait à l'entrée du premier salon. L'empereur attendait le président de la République à l'entrée du grand salon. M. Félix Faure, présenté aussitôt à l'impératrice, lui a présenté les officiers de sa maison militaire. Ces derniers se sont, immédiatement après, retirés, avec les personnages de la cour d'Autriche, dans le petit salon.

La conversation qui s'est engagée n'a eu aucun caractère politique; elle a été d'une haute et cordiale courtoisie. L'impératrice a témoigné sa satisfaction des attentions dont elle est l'objet, depuis son séjour dans le cap Martin, elle s'est louée du tact avec lequel M. Paoli commissaire spécial attaché à sa personne, remplit les délicates fonctions dont il est chargé.

L'entretien a duré une vingtaine de minutes; il a eu lieu dans une vaste pièce meublée dans le goût anglais et se terminant par une véranda avec vue, à gauche, sur la cité italienne, et à droite sur Monte-Carlo.

A MONACO

Monaco, 5 mars. — Le président de la République a fait, en voiture, le trajet du cap Martin à la frontière de la République Monégasque; là, il quitte la redingote, et reprend l'habit, ainsi que le grand cordon de la Légion d'honneur. MM. Léon Bourgeois et Lockroy se séparent du cortège, pour rentrer directement à Nice.

Lorsque le Président arrive dans sa voiture attelée de quatre chevaux sur la place du Palais, la foule l'acclame.

A sa descente du landau, M. Félix Faure est reçu au pied de l'escalier d'honneur par le gouverneur général et le baron de Charmel, ministre de la principauté à Paris.

Le prince héritier, en uniforme de tirailleur algérien, s'avance à sa rencontre et l'accompagne dans la salle Grivaldi, où se tiennent le prince régnant et la princesse, dans une élégante toilette mauve, rayée, ton sur ton.

En saluant le président de la République à son arrivée au Palais, le prince régnant lui a adressé une allocution dont voici les passages principaux :

« Votre présence dans la principauté me cause une rare satisfaction, en évoquant les plus chers souvenirs d'un passé de cinq siècles, et une amitié réciproque, jamais démentie.

» Cette amitié fut souvent scellée, sur le champ de bataille, quand les galères monégasques s'unissaient aux galères françaises; mais maintenant que les hommes s'élèvent surtout par l'intelligence et par le cœur, c'est dans la science des arts et des lettres, que nos deux pays se retrouvent la main dans la main. »

M. Félix Faure a remercié en quelques mots de l'accueil qui lui était fait.

Après les présentations, le Président et leurs altesses entrent seuls dans le salon vert où s'engage une conversation privée qui dure une quinzaine de minutes. La colonie a été ensuite présentée à M. Félix Faure, dans la salle du trône, par M. Glaiz, consul de France.

Le prince présente, à M. Félix Faure, Mgr Theuret, évêque de Monaco. Avant son départ qui est précédé d'un thé, le président de la République remet les insignes de chevalier de la Légion d'honneur au prince héritier.

Le Président chez le Czarewitch

La Turbie, 5 mars.— Il n'est pas sans intérêt de signaler qu'hier, au moment de remonter dans le train qui le ramenait à la Turbie, le tsarewitch a remis 900 francs pour les 9 personnes qui faisaient partie du personnel des 5 voitures du cortège, 600 fr. pour les 4 employés du train et 1.000 fr. pour les cuirassiers de l'escorte ; il voulait même remettre 20 fr. pour chaque soldat, soit 4.000 francs, mais on l'a prié de n'en rien faire.

M. Félix Faure en quittant Monte-Carlo s'est dirigé avec son escorte vers la villa des Terrasses, à la Turbie. Dans une des premières maisons de cette commune, il quitte le grand cordon de la Légion d'honneur, pour revêtir celui de St-André.

C'est à quatre heures trois quarts que devait arriver le président à la Turbie ; mais, en raison de l'importance donnée à la réception de Monaco, le chef de l'Etat est en retard, et c'est à 5 heures 20 seulement qu'il se presente à la villa.

Le général Zurlinden, l'amiral Brown de Colson, et le préfet des Alpes-Maritimes sont venus l'attendre à l'entrée du village.

Une vingtaine de gendarmes sont chargés à la fois de rendre les honneurs et d'assurer le service d'ordre.

La foule est assez considérable: les voitures entrent seules dans le parc de la villa, et s'arrêtent devant le perron. De chaque côté sont le baron de Stackelberg, maréchal de la Cour du prince héritier, M. Trochtenberg, son intendant et ses officiers d'ordonnance.

Le baron de Stackelberg s'avance au devant du chef de l'Etat, et l'introduit dans le grand salon du premier étage, où sont réunis le czarewitch, en uniforme d'officier de marine, avec le grand cordon de la Légion d'honneur, le grand duc Pierre, le duc de Leuchtenberg et le prince d'Oldenbourg, et son fils.

Les officiers de la maison militaire du président de la République restent dans un autre salon, avec les officiers d'ordonnance du Czarewitch.

L'entrevue du président de la République et des grands ducs, a duré 20 minutes exactement.

La conversation a porté particulièrement sur l'accueil fait hier par Nice au prince héritier et aux grands-ducs accueil dont ils ont été très émus ; elle a roulé aussi su, les épisodes du voyage présidentiel, mais sans effleurer aucun sujet politique.

A 6 heures 40, le Président de la République se retire. Le cortège se reforme pour gagner Nice.

La foule, assez nombreuse encore, malgré le jour qui baisse, crie. « Vive le Czar ! Vive la Russie ! Vive Félix Faure! »

Les visites officielles sont terminées. Le président de la République va s'éloigner de l'extrême frontière sans avoir été salué par un envoyé du roi d'Italie.

Cette absence d'un représentant du roi Humbert, contraire à tous les usages diplomatiques en cours jusqu'ici, venant après le refus de certains consuls d'assister au banquet d'hier à Nice, a été remarquée et très commentée sur le littoral.

Le retour à Nice

Le président de la République est arrivé à 7 h. 30. A 8 heures, un dîner de 50 couverts a été offert à la préfecture par le président de la République.

Hommages des Italiens de Marseille

Marseille, 5 mars. — M. Félix Faure recevra demain sur la demande du marquis Cargano, conseil général d'Italie. une délégation de 7 membres de la colonie italienne chargée de lui exprimer, au nom des 10,000 italiens, résidant à Marseille, leurs hommages et leurs remerciements pour l'hospitalité qu'ils ont trouvée dans cette ville.

Arrestation d'un couple anarchiste à Nice

Paris, 5 mars. — *La Presse* publie, ce soir, à 7 heures, la dépêche suivante, dont nous lui laissons toute la responsabilité :

« Ce matin, on a arrêté, à Nice, un couple anarchiste, qui suivait le Président depuis trois jours et se disposait à partir pour Menton. »

Le discours de l'évêque de Nice

Voici le texte du beau et patriotique discours prononcé par Mgr Balain, à la réception qui a eu lieu mercredi, à l'Hôtel-de-Ville de Nice :

« J'ai l'honneur de vous présenter MM. les vicaires généraux, les membres du chapitre, les curés de la ville et les prêtres qui ont pu se joindre à nous, et de vous offrir avec eux l'hommage de mon profond respect. Le clergé qui ne sépare pas l'amour de la patrie de l'amour de Dieu et des âmes vous est reconnaissant de votre visite au même titre que la municipalité et que la foule qui vous acclamait hier soir; votre présence ajoute sans doute un grand éclat à la fête du Centenaire de l'union de Nice à la France, mais elle fait plus encore, elle vient souder plus solidement, si je puis ainsi dire, souder à tout jamais ce pays frontière à la mère patrie.

» Encouragé par le roi Victor-Emmanuel qui voulait reconnaître les immenses services qu'il avait reçus de nous dans les plaines de la Lombardie, le comté de Nice s'est redonné volontairement à la France. Il s'est donné sans retour, et, pourquoi ne le dirais-je pas? dans un grand nombre de communes, le clergé marchait à la tête des populations lorsqu'elles allaient déposer leurs votes dans les urnes.

« Or, il me semble qu'en venant présider l'inauguration du monument qui rappellera aux générations futures l'union centenaire de Nice à la France, union confirmée par les votes de 1860, il me semble que vous amenez la France avec vous. C'est elle que je vois enlacer dans ses bras le Benjamin de la famille; c'est elle qui, prenant sur son cœur ce fils tendrement aimé, lui dit par la bouche de son plus haut représentant : oui, tu es à moi et je suis à toi; la France est ta patrie. Elle le sera toujours.

« Que tes frères d'autrefois demeurent tes amis d'aujourd'hui et de demain, j'y souscris volontiers. Ils seront les miens. Mais tu vivras à l'ombre de mon drapeau, c'est le drapeau de l'honneur, de la fidélité, de l'union fraternelle, de la justice et de la liberté et, s'il le fallait l'armée, est là pour te défendre et te garder toujours. A ces sentiments, à ce langage, croyez-le bien, M. le président, nos prêtres comme tous les habitants des Alpes-Maritimes répondent d'un seul cœur et d'une seule voix : Oui, oui, nous sommes Français et nous le serons toujours.»

Le président de la République a répondu :

« Les sentiments si nobles, Monseigneur, que vous avez exprimés seront compris et partagés par tous nos compatriotes. Vous avez rappelé les sentiments du clergé en 1860 et l'amour que vous portez à la France.

» La France apprécie les conditions dans lesquelles Nice est venue à elle. Rentrés les derniers dans la patrie française, vous y avez retrouvé l'affection sincère que la mère patrie a pour tous ses enfants.

» Pour tous, la France restera une et indivisible. »

LA SITUATION EN ITALIE

Rome, 5 mars. — Dès une heure de l'après-midi, les couloirs de Monte-Citorio sont envahis par les députés et les journalistes. On prévoit de vifs incidents, et l'on n'envisage absolument pas l'éventualité que les Chambres émettent un ordre du jour inspirant au roi un replâtrage par Crispi. M. Baccelli, le ministre de l'instruction, a lui-même émis cette opinion tout à l'heure devant quelques amis.

D'après un bruit, le prince de Naples aurait, lui aussi et instamment, conseillé au roi d'accepter la démission de M. Crispi et de ses collègues.

Le communiqué du conseil d'hier portait que le roi se réservait de délibérer, mais la manœuvre ne tendait qu'à gagner du temps.

Dès avant-hier, on savait dans les milieux bien renseignés que le roi, devant les manifestations hostiles des grands centres, était résolu à accepter la démission du ministère. Ce matin, le *Don chisciotte* affirme que le souverain interprétant la pensée nationale a signé le décret de destitution de Crispi. On pense que la Chambre, après l'annonce de la démission du cabinet, s'ajournera à huitaine.

On continue à parler d'un ministère di Rudini, quelques-uns disent di Rudini et Ricotti. Ce sénateur est porté par les partisans d'une politique vigoureuse, mais réfléchie en Afrique. M. di Rudini est pour la limitation de l'occupation à l'Erythrée.

L'AGITATION EN PROVINCE

Deux mille arrestations

Dans les grandes villes de province, des manifestations gagnent les quartiers populaires. A Pavie, un lieutenant d'artillerie a été pourchassé et blessé à coups de pierres, renversé et désarmé ; quarante arrestations ont été opérées.

A Naples, la police a dû disperser plusieurs manifestations imposantes et a fait de nombreuses arrestations. A Gênes, on a pavoisé en signe de deuil. Les théâtres continuent à être fermés.

A Milan, les funérailles de l'ouvrier tué hier auront lieu demain par souscription publique ; le nombre des arrestations faites un peu partout dépasse deux mille.

Turin, 5 mars. — Plusieurs milliers de personnes sont allés hier soir à la municipalité pour protester contre la désastreuse entreprise africaine. Des cris hostiles au gouvernement ont été poussés.

Les manifestants sont ensuite allés siffler sous les fenêtres du préfet. La police est intervenue et les manifestants se sont dispersés tranquillement.

Milan, 5 mars. — L'agitation continue à Milan. Un manifeste annonce que le Conseil municipal a adressé au gouvernement l'energique expression des sentiments de la population entière contre l'entreprise africaine. Les étudiants renouvellent leurs manifestations.

LE DÉSASTRE EN AFRIQUE

On attend toujours la liste des morts et des blessés pour la communiquer aux familles anxieuses qui ne cessent d'assiéger le ministère de la guerre; jusqu'à présent on n'a aucune certitude à cet endroit.

L'armée italienne comptait 9.000 Italiens, 2,000 Ascaris et 250 officiers et, en se basant sur la disparition de la brigade Dabormida, laquelle comptait environ 6,000 hommes, on estime que les pertes pourront dépasser 10,000 hommes et 150 officiers.

Quant aux généraux Albertone, Arimondi et Dabormida, on en est réduit aux conjectures. Suivant les uns, ces trois officiers seraient prisonniers; suivant d'autres, le général Albertone ainsi que le colonel Galliano seraient tués, le général Arimondi serait grièvement blessé, mais le général Dabormida serait vivant. Enfin, dans les cercles militaires, on croit que ce dernier serait mort.

Sur les péripéties de la bataille encore mystérieuse, les bruits les plus divers circulent. C'est ainsi que l'on dit que les Italiens manquaient de vivres depuis huit jours et que les officiers, navrés de cet état de choses, se précipitèrent héroïquement devant la mort.

Les Abyssins, profitant de cette démoralisation, anéantirent des bataillons entiers à coups de lance et se jetèrent ensuite à la poursuite des fuyards dans les montagnes.

Les derniers renseignements venus d'Afrique confirment que l'armée italienne fut attaquée à sept heures du matin alors qu'elle était harassée par une marche forcée de plus de dix heures, accomplie dans la nuit.

On critique vivement la fuite précipitée des généraux Baratieri et Ellena, qui ont fait d'une traite 105 kilomètres à cheval.

Quant à Menélick on lui prête l'intention d'attaquer Aamara où se sont réfugiés les débris de l'armée italienne. Quelques-uns cependant pensent que le négus, après avoir laissé une garnison dans le Tigré pour défendre le ras Mangascha, se retirera dans le Choa, les semailles étant déjà commencées et la saison des pluies étant proche.

Que vont fait les Italiens? Ici, on ne croit pas qu'ils soient en mesure de reprendre l'offensive avant l'automne prochain.

Rome, 5 mars. — Aux premières nouvelles on croyait à un massacre général; mais les dépêches qui arrivent successivement, annoncent qu'une partie au moins de l'armée, a pu s'échapper. Des groupes de toutes les brigades, la plupart sans chefs, arrivent, en effet, à tous moments, à Addi Caie, puis à Asmara. Les choans n'ont pas continué très avant leur poursuite.

Des dépêches privées de Massouah, en date d'aujourd'hui, portent que le général Baratieri avait décidé, le 23 juin, de se retirer à Addi Caie, pour se rapprocher de sa base de ravitaillement. Cet ordre fut contremandé le lendemain, 24 février, et on se demande si cette décision ne fut pas inspirée au général Baratieri par la nouvelle qui lui serait parvenue de son remplacement au commandement en chef, par le général Baldissera. Le général Baratieri résolut, le 29, d'attaquer l'ennemi le lendemain, 1er mars.

Rome, 5 mars. — La *Tribuna* publie, dans une édition spécial, un long télégramme de Massaouah, donnant des détails circonstanciés sur la bataille d'Adoua. On relève deux faits importants : le premier est le plan d'une attaque concertée entre presque tous les généraux et officiers supérieurs. Seuls, le major Salsa et quelques autres officiers supérieurs connaissant l'Afrique, déconseillaient cette attaque.

Les troupes italiennes marchèrent en trois colonnes. Ainsi qu'il a été annoncé, le général Albertone, s'avançant trop, engagea l'attaque à fond. Avec une grande vivacité, l'artillerie, composée de 14 pièces, foudroyait l'ennemi. Toute l'armée choanne se précipita contre le corps Albertone. Malgré la bravoure et la persévérance des ascaris, le général Albertone dut se retirer, et demanda des renforts. Protégé par l'artillerie, le général Albertone renouvela ensuite son admirable attaque contre l'ennemi. L'action de l'artillerie a été également admirable. Même après la retraite, le canon tirait encore.

Presque jusqu'à midi, le quartier général, d'après ce

BOURSE DE PARIS DU 6 MARS 1896

Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Terme	Cours d'ouv.	Cours de 2 h.	Cour. de clôt.
102 85	3 0/0 Français	...	...	...	102 82	102 70
...	3 0/0 Amortis.	...	...	...	...	...
106 25	3 1/2 0/0	...	...	...	106 30	106 25
...	Banq. de France	...	...	...	...	...
...	B. d'Escompte	...	...	...	...	...
810	Banq. de Paris	...	...	...	812 50	805
635	Crédit Foncier	...	...	...	652 50	627 50
786 75	Créd. Lyonnais	...	...	...	787 50	...
...	Crédit Mobilier	...	...	...	...	...
...	Soc. Générale	...	...	...	518 75	518 75
...	Est	...	...	...	...	...
1563	Lyon	...	...	...	1563	1572
...	Midi	...	...	...	1277	...
1795	Nord	...	...	...	1797	...
...	Orléans	...	...	...	1602	1600
...	Ouest	...	...	...	...	...
1125	Gaz Parisien	...	...	...	1130	1127
...	Transatlantiq.	...	...	...	...	...
...	Omnibus	...	...	...	...	...
...	Voitures	...	...	...	...	...
...	Panama	...	...	...	...	...
3292	Suez	...	...	...	3288	3296
...	Rente Autriche	...	...	...	...	...
62 35	Extérieure Esp.	...	...	...	62 65	62
...	Hongrois	...	...	...	103 25	103 40
73 10	Italien	...	...	...	74	72 20
...	Portugais	...	...	...	26 85	...
...	Russe 4 0/0 1880	...	...	...	...	...
103 20	Russe consolidé	...	...	...	103 10	...
93 10	Russe 3 0/0 1891	...	...	...	93	...
...	Egypte unifiée	...	...	...	...	...
...	Egypte 3 0/0 pr.	...	...	...	102 1[illegible]	102 25
22 30	Turc	...	...	...	22 30	...
791 25	Ch. Autrichiens	...	...	...	792 50	790
...	Lombards	...	...	...	231 25	...
105	Nord Espagne	...	...	...	106 25	107 50
163 75	Saragosse	...	...	...	162 50	163 75
607 50	Banque ottom.	...	...	...	608 75	607 50
475	Rio-Tinto	...	...	...	473	470
129 37	Tharsis	...	...	...	128 75	128 75
...	Alpines	...	...	...	...	...
...	Câbles	...	...	...	...	...
...	Impérial	...	...	...	...	...
...	Dynamite	...	...	...	...	...
...	Mobilier espag.	...	...	...	...	...
...	Tabacs turcs	...	...	...	...	...
...	Roubaix-T. 1893	...	...	...	...	...
...	Fonc. d'Autriche	...	...	...	...	...
...	3 0/0 nouveau	...	...	...	...	...
...	Métaux	...	...	...	...	...
...	Consolidés	...	...	...	...	...
...	Russe 1880	...	...	...	...	...
...	Gaz	...	...	...	...	...
...	Lyon (obligat.)	...	...	...	...	...
...	Midi	...	...	...	...	...
...	Belge 3 0/0	...	...	...	...	...

Cours de clôture au comptant du 6 mars

Cours Précédent	VALEURS	Cours du jour
102 75 ./	3 0/0	102 60 ./.
... ./.	./.	... ./
101 20 ./.	3 0/0 amortissable	101 ... ./
106 02 1/2	3 1/2 0/0 1883	106 12 1/2

BOURSE DE LILLE DU 6 MARS 1896

(par fil téléphonique spécial)

VALEURS	Compt	Cours précéd.	VALEURS	Compt.	Cours précéd
Lille 60, r. 400	...	122	OBLIGATIONS		
» 90, r. 500	...	505	Bains lillois	...	500
» 68, r. 500	...	513	Union lin. N.	...	140
» 77, r. 500	...	504	Gaz de Wazem	...	516
» 84, r. 400	...	404	Ch. d. fer Econ.	...	495 75
» 84, 1/4	...	406	Denain Anzin	...	520
» 87, r. 400	...	404	Cambrésis	...	512 50
» 93, r. 500	502 50	503	CHARBONNAGES		
Roub.-T. 1860	...	44 50	Aniche, 12e	...	10200
Roubaix. 1893	...	505	Anzin, 100e d.	...	4400
Amiens	...	119	Blanzy	...	1850
Dép. du Nord	...	107 75	Bruay	...	49325
Tourcoing 1878	...	505	Bully-Gren., 6e	2101 25	2130
Armentièr. 86	...	508	Campagnac	...	6[illegible]0
Douai, libérée	...	508 25	Carvin	...	1145
Valenciennes	...	560	Courrières, 10e	4200	4300
Verley, Decr.	...	1205	Crespin	...	[illegible]
Ce Platel et Cie	...	[illegible]	Douchy	...	565
Crédit d. Nord	...	[illegible]	Dourges	8500	8350
H. Devilder	...	1075	Drocourt, 1re s.	...	4450
Banq. ré. Nord	...	500	Escarpelle	...	2400
Ce Esc. Roub.	...	...	Epinac	...	[illegible]
Gaz de Wazem	...	481 25	Ferfay	...	350
Le Nord, ass.	...	28[illegible]	Albi	7[illegible]	800
Union g. Nord	...	455	Lens	...	24825
St-Sauv. Arras	...	200	Lens (100e)	...	453
Un. lin. Nord	...	140	Liévin	...	1172 50
Constr. Anzin	...	...	Marles 30 0/0	...	12450
Ciments franç	...	270	Marles 70 0/0	...	16801
Estrée-Blanch	...	385	Meurchin	...	6090
Tramw. Nord	...	40	Ostricourt	400	330
L. Allart, t. p.	...	560	Sincey-le-R.	...	...
Bat. à hélice	...	500	Thivencelles	...	400
Chem Econom	...	475	Vicoigne et N.	...	18430
Brouta et Cie	...	370	OBLIGATIONS		
Ce Liquid R.-T.	...	...	Bethune 1877	...	440
Eaux Dunkerq	365	365	Drocourt 1885	...	508
Tréfilerie	...	...	Marles 1893	...	505
Biache-St-V.	...	3500	Liévin 1885	...	505
Denain Anzin	...	320			
Usin Villerupt	...	560			

Marchés de Lille du 6 mars 1896

SUCRES. — Raffinés n° 1, cote officielle, 106 50 à .. ... 88 degrés, cote com., 31 .. à . .. ; n° 3, cote com., .. . à ..
ALCOOLS. — 3/6 betteraves disponible, cote offic., 30 25 à .... — Mélasse (cote com.), ... à .. ..

Mines d'or et Compagnies d'exploration

A LONDRES					
Anglo fr.	4 3/8	Rand Mines	29 ./.	Geldenhuis	108.75
City Sub.	5 ./.	Salisbury	./.	Buffelsdoorn	118,50
Crown Ref.	10 3/8	Treasury	./	Langlaagte	151.25
Goldfields	13 1/2	Van Ryn	6 1/8	Sheba	56.25
H. Nourse	6 ./.	Village	6 3/4	Fraser-River	38.75
Heriot	9 1/8	Wemmer	10 1/4	Chartered	136.—
Jubilee	../	Wolhuter	8 1/2	Randfontein	77.48
Jumpers	7 1/8	A PARIS		East-Rand	166.50
Modderfon	10 3/4	Robinson	350.—	Robin. Bank	183.75
Primrose	6 1/8	Ferreira	448.75	London Paris	35.—
		Simmer	560.—	South Jump.	—.—

Dernière Heure

(De nos correspondants particuliers, et par FIL SPÉCIAL)

LE VOYAGE DU PRÉSIDENT DANS LE MIDI

Draguignan, 6 mars. — La journée d'aujourd'hui comprend les visites de cinq villes: Antibes, Draguignan, la Ciotat, Aubagne et Marseille.

Le matin, avant de quitter la préfecture des Alpes-Maritimes, le président de la République a remis la croix d'officier de la Légion d'honneur au colonel de Noué, du 17e cuirassiers, venu de Lyon pour former l'escorte du chef de l'Etat.

A Antibes, où M. Félix Faure arrive à 7 heures 15, les réceptions ont lieu, sous une immense velours, établi près de la gare ; puis le président de la République reçoit les bouquets, serre la main à une cantinière surnommée dans le pays la Mère Hrokieu, décorée de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, se mêle à la foule un instant et remonte dans son wagon.

A Draguignan, les décorations sont assez maigres, mais la ville est pauvre, et les habitants ont fait de leur mieux.

« Le président se rend immédiatement à la préfecture, où il reçoit les autorités. Sur le parcours, on crie : « Vive Félix Faure ! » mais surtout : « Vive Bourgeois ! » « Vive le Ministère ! » et, chose rare, depuis le commencement du voyage présidentiel « Vive Lockroy ! »

On remarque l'absence de M. Cluseret, député socialiste. Il n'était pas à la gare et ne se trouve pas à la préfecture.

M. Félix Faure, au cours des réceptions, remet la croix de la Légion d'honneur à M. Fichet, vice-président du Conseil général.

L'entrevue de l'Empereur d'Autriche et du Président. — Les cris de : « Vive la paix ! » — Commentaires de la presse autrichienne.

Vienne, 6 mars. — L'*Officieuse Nouvelle Presse Libre*, commentant le fait, qu'à l'occasion de l'entrevue d'hier, entre l'empereur François-Joseph et M. Félix Faure, des cris de : « Vive la Paix ! » ont été poussés par la foule, dit que les Français, ont voulu exprimer par là, qu'ils connaissent la manière de penser de l'empereur d'Autriche et qu'ils la partagent.

La feuille viennoise ajoute qu'il y a peu d'années encore, aucun souverain de la triplice n'aurait été accueilli par un cri de ce genre qui constitue un témoignage de la plus haute estime.

La photographie du cerveau

M. Fernand Honoré annonce dans l'*Illustration* que la photographie à travers les corps opaques comptera bientôt à son actif un nouveau succès :

« Voici une personne dont vous voulez radiographier le cerveau pour savoir s'il ne s'y trouve pas une araignée. La boîte cranienne intercepte les rayons X et, si vous exagérez le temps de pose de manière à la rendre transparente, les matières qu'elle cache, saturées elles-mêmes de lumière, ne donneront sans doute aucune image. Mais projetez simplement sur le front le rayonnement d'une ampoule. Laissez le crâne s'imbiber pendant quinze, vingt, trente minutes de cette lumière étrange, et il perd son opacité. Vous arrivez alors avec une autre ampoule, et vous radiographiez le contenu de la boite cranienne comme s'il était à nu. Telle est l'expérience fantastique que l'on prépare en ce moment. »

Notre timbre

M. Henri Estienne rappelle, dans *Science Française* les changements apportés à notre timbre-poste :

« La gravure du timbre de 1849 est celle que nous avons connue de 1870 à 1876. En 1852, émission à l'effigie de Louis-Napoléon, avec la mention : *Républ. Franc.* qui; en 1853, fut remplacée par celle de : *Empire français. En 1863, Napoléon III fait ajouter une couronne à son* effigie. A la chute de l'empire, 1870, reprise des timbres types de 1849.

» Pendant la guerre, les Allemands ont mis en circulation un timbre spécial devant servir à l'affranchissement des lettres circulant dans les départements occupés par eux.

» De 1876 date l'allégorie qui existe sur les timbres actuels.

» Le plus rare des timbres français est le un franc vermillon non dentelé de 1849. Sa valeur commerciale est de 150 francs ».

Cas de bigamie]

Le Havre, 6 mars. — Pierre Aubourg, charretier au Havre, âgé de quarante-six ans, vient d'être arrêté pour crime de bigamie. Aubourg, marié pour la première fois en 1870, abandonna, il y a cinq ans, sa femme dont il a cinq enfants. Le 2 mars dernier, il se remaria avec une veuve ayant deux enfants. Il avait dit qu'il était divorcé. C'est le troisième crime de bigamie découvert en deux mois au Havre. Les deux premières affaires sont encore à l'instruction et seront déférées aux prochaines assises de Rouen.

Les ouvriers d'art

De la *Petite République* :

« Une décision ministérielle porte qu'en outre des conscrits de la classe de 1895, les ouvriers d'art ayant atteint ou devant atteindre l'âge de dix-huit ans avant le 1er novembre prochain qui demanderaient à contracter l'engagement de trois ans avec faculté d'envoi en congé au bout d'une année, seront admis du 16 mars au 16 mai à l'examen des jurys d'état.

Les envoyés de Menelik en Belgique

Bruxelles, 6 mars. — D'après certains bruits qui ont couru dans la presse, la présence de trois envoyés du négus Menelik aurait été signalée à Bruxelles. Ces envoyés étaient, dit-on, chargés d'opérer en Belgique, pour le compte de leur souverain, certains achats de fournitures militaires.

Le ministre d'Italie s'en serait ému aussitôt et, au nom de son gouvernement, aurait demandé que les trois Abyssins fussent expulsés et que les livraisons des munitions commandées fussent interdites.

Le *Patriote* apprend de source autorisée que le ministre d'Italie a effectivement fait une démarche de ce genre, de même qu'il en a été faite par les ambassadeurs en France et dans d'autres pays. Mais le gouvernement belge n'a pu donner satisfaction à ces exigences, parce qu'il s'agit de transactions privées, et que la preuve de fournitures d'armes n'a pu être faite par le représentant d'Italie.

Que doivent-ils faire?

Du *Gaulois* : Conclusion d'une interview avec le général Iung, président de la ligue franco-italienne :

« — Que feriez-vous, mon général, à la place des Italiens ?

» — La paix avec Ménélick, et immédiatement. La guerre est impossible dans les conditions où ils la font.

» — On parle de la haine de l'armée italienne pour la France?

» — Mais non, il n'y a pas de haine. Je suis particulièrement à même de savoir quels sont les sentiments à notre endroit de l'armée italienne. Un grand nombre d'officiers italiens, avec lesquels je me suis entretenu encore tout récemment, témoignent d'un grand respect pour l'armée française réorganisée et une profonde sympathie pour leurs frères de l'Union latine. »

Le Négus et l'Impératrice

M. Vanderheym, qui a passé plusieurs mois chez Ménélick, donne dans le *Tour du Monde*, ces détails sur le Négus :

« Ménélick a dû être dur et cruel, pour arriver à étendre son empire comme il l'a fait. Mais le temps est loin ou, ayant aperçu la femme d'un de ses généraux et la trouvant à son goût, il l'a fit enlever, puis ordonna de mettre aux fers son mari, qui mourut peu après, assassiné. Il l'épousa et en fit l'impératrice actuelle Taitou, répudiant sa première femme Bafana.

» Celle-ci était connue pour sa cruauté. D'une famille de lépreux et sentant le mal héréditaire la gagner, elle faisait chercher dans le pays des enfants sains de corps pour les tuer et s'asperger de leur sang. Ou bien, elle leur faisait couper la main, qu'elle gardait près d'elle dans un panier, comme fétiche. Mais Bafana aimait les Européens, tandis que Taitou ne peut les sentir.

» L'empereur est ou veut paraître démocrate... Il écoute les réclamations de ses sujets... Il fait tous ses efforts pour combattre les menées du clergé... »

La fin de la triple alliance
Un coup mortel pour l'Italie. — Offres de service

Londres, 6 mars. — Le *Dailly Telegraph* dit que la politique de haute portée, inaugurée par M. Crispi, a donné le coup mortel à l'Italie.

La troisième puissance de la triple alliance est morte. Aucun ministère ne saurait la ramener à la vie. Très probablement, la nouvelle politique de l'Italie sera une politique d'amitié envers la France, qui fait preuve de beaucoup de tact et de dignité dans les circonstances actuelles.

Les Français savent, en effet, que les conséquences d'une guerre sanglante peuvent être rachetées par l'action de la diplomatie. N'est-ce pas maintenant l'Allemagne qui est isolée ?

L'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche ne saurait empêcher l'Alsace et la Lorraine de faire retour à la France, d'autant plus que ces puissances n'ont pas d'amis véritables.

« Fort heureusement, ajoute le journal, l'Angleterre, qui n'est engagée dans aucun lien, a autre chose à faire que de faire le jeu de ceux qui ont ostensiblement rejeté son amitié ».

Le *Daily News* dit que les résultats des défaites des Italiens se feront sentir, même en Afrique.

Une certaine inquiétude règne au Caire en raison de la possibilité d'une invasion de la Haute-Egypte par les Choans.

Si le gouvernement italien veut continuer la campagne, ajoute le journal, il est probable qu'il demandera aide à lord Salisbury.

Il se peut aussi que l'Italie ait besoin de faire un emprunt et, dans ce cas, l'Angleterre est prête à y contribuer.

Le *Times* entrevoit les sérieuses conséquences qui résulteront pour l'Italie de ses agissements, si elle persiste à jeter en Afrique des hommes et des munitions.

L'horizon politique, dit le *Times*, n'est pas si clair qu'elle puisse se permettre de s'engager dans une aventure qu'elle ne peut espérer mener à bonne fin qu'au prix de l'épuisement de ses finances et d'[illegible]orts militaires prolongés.

Le correspondant du *Daily Telegraph* à Berlin confirme que des négociations ont lieu entre Be[illegible] Londres et Londres et Rome.

« L'Allemagne, dit le correspondant ne peut abandonner son alliée, et les banquiers de Berlin sont tout prêts à consentir un emprunt à l'Italie, si cela est nécessaire. »

Nouvelles d'Espagne

Madrid, 6 mars. — Le duc de Tetuan a prêté serment comme ministre des affaires étrangères.

Le journal *Dia* dit que le ministère a reçu une dépêche du ministre d'Espagne à Washington annonçant que M. Cleveland ne reconnaîtra pas pour le moment les droits de belligérants aux Cubains, et qu'il n'autorisera pas une intervention des Etats-Unis tant qu'il sera président de la République.

A Valence, une nouvelle manifestation vient de se produire contre les Etats-Unis. La foule a brisé avec des pierres les vitres du consulat américain

La police a dû charger pour disperser les manifestants.

Les Etats-Unis et l'Espagne

Washington, 6 mars.— Le Sénat a fixé à lundi le débat sur le rapport de la commission interparlementaire relatif à la résolution de Cuba.

Au cours de la discussion, le sénateur Chandler a réclamé une résolution plus énergique.

Selon lui, les Etats-Unis doivent reconnaître et maintenir l'indépendance de Cuba.

Le sénateur Hawley conseille la prudence ; sinon les Etats-Unis pourraient se trouver engagés dans une guerre avec plusieurs nations.

Il espère que les sénateurs qui appuient des résolutions belliqueuses voudront bien voter de larges crédits pour l'armée, la marine et la défense des côtes.

Les affaires de Cuba. — Le sentiment du gouvernement de Washington. — Irritation des jingoïstes.

Londres, 6 mars. — Le correspondant du *Times* au New-York dit que les sénateurs et les représentants chargés, au congrès, des affaires de Cuba ont été très irrités par une déclaration publiée dans un journal et reflétant les vues du gouvernement concernant la question cubaine.

Cette déclaration, d'ailleurs, n'ajoute rien de nouveau à ce qu'on sait, mais on croit qu'elle a été préparée par M. Olney et qu'elle exprime ses sentiments au sujet de ses devoirs comme secrétaire d'Etat.

C'est là ce qui cause cette irritation.

Trop tard !

Londres, 6 mars. — On télégraphie du Caire au *Times* que six transports italiens ont quitté Port-Saïd pour Massaouah, ayant à bord 3,244 hommes de troupes à bord.

R.F.